

COMMUNIQUE DE PRESSE

Spécial « La digitalisation : Quel impact sur les entreprises marocaines ? »

Le Centre Marocain de Conjoncture a le plaisir de vous annoncer la parution de sa dernière publication mensuelle « Maroc Conjoncture » n° 305. Il s'agit d'un spécial portant sur la digitalisation : Quel impact sur les entreprises marocaines ? Dont voici les principaux axes :

Classement Doing Business et entreprises : Si l'impossible est fait, le nécessaire reste à faire

Les efforts que déploie le Maroc pour soutenir sa compétitivité ne semblent pas suffisants pour présenter une base économique robuste et propre à dynamiser le potentiel national d'émergence. Le contexte économique de l'entreprise est harassé par nombre de risques et autres faiblesses à la fois de nature structurelle, liés à un management incertain, à une main-d'œuvre à qualification approximative, aux diversifications et aux intégrations industrielles inachevées mais également de type conjoncturel, induits par une valeur ajoutée agricole largement connectée, par des aléas climatiques indomptables, par un caractère versatile de la demande à destination de certains secteurs stratégiques, voire de comportement en rapport avec une posture entrepreneuriale faiblement affirmée et un mimétisme révélateur de l'asthénie de la recherche-développement... Une situation qui persiste en dépit des attentions à large spectre mises en œuvre pour couvrir tant l'encouragement de la libre initiative que la consolidation des infrastructures d'accueil ou plus généralement l'amélioration des mécanismes d'assistance et d'encadrement de l'investissement.

Digital et Block-Chain : Les nouveaux enjeux pour l'entreprise marocaine

Le monde est aujourd'hui à l'aube d'une nouvelle ère de développement technologique et industriel ouvrant la voie d'un renouveau aussi prometteur que menaçant pour les entreprises et les économies. Les objets connectés, l'intelligence artificielle, la mobilité, le Cloud computing et l'impression 3D sont en train de révolutionner les modèles économiques des entreprises. A l'ère du Big data, de la blockchain, et d'autres nouveautés technologiques, c'est un changement radical du monde qui nous entoure. La transformation digitale devient une nécessité vitale pour tous les types d'organisations et en particulier pour les entreprises. Les entreprises marocaines font face à des défis importants dans ce domaine.

Entreprises au Maroc : Allongement des délais de paiement dans un contexte de resserrement du crédit

La 'basse' conjoncture qui caractérise le cycle des affaires à profil baissier depuis 2011 continue d'impacter la dynamique des financements du secteur productif (Sociétés Non Financières privées et publiques, SNF ou ENF). Depuis le début de l'actuelle décennie, la dynamique du crédit commercial (crédits fournisseurs et délais de paiement) connaît de fortes perturbations concomitamment au resserrement draconien des flux de financement d'origine bancaire. En effet, Bank Al-Maghrib, dans une étude récente portant sur un échantillon significatif d'entreprises représentatives aussi bien au plan sectoriel que par référence au critère de taille, révèle un allongement excessif des délais de paiement aux dépens des TPME dont le pouvoir de négociation est faible devant les Grandes Entreprises (GE). Dans la perspective d'un allongement de ces délais de paiement, des pans entiers du secteur productif se trouveraient ainsi menacés de disparition pure et simple. Ce nouveau contexte caractérisant les relations clients-fournisseurs coïncide avec le resserrement draconien comme en atteste la forte décélération des financements émanant des établissements de crédits en direction des SNF. Or, de tous temps, les déficits de financements ont représenté des contraintes à la croissance du secteur productif, et en particulier depuis le déclenchement de la crise financière à la fin de la décennie 2000. Le développement de ces SNF étant positivement corrélé à l'importance de ces concours externes, toute réduction des apports en argent frais affecte la bonne marche de ces ENF.

La situation de l'endettement externe des entreprises non financières au Maroc

La performance et la survie d'une entreprise ne sont pas liées seulement à la disponibilité des compétences humaines de haut niveau et à la qualité des produits et des services qu'elle propose sur le marché, mais dépendent aussi de la disponibilité et de l'accessibilité aux moyens de financement lui assurant le développement et l'expansion de ses activités et de ses investissements futurs. Il s'agit des ressources lui permettant surtout de soutenir son cycle d'exploitation et son potentiel de recherche et développement dans l'innovation de nouveaux produits et services.

Le dispositif des enquêtes de conjoncture nationale : Un système en développement

Les enquêtes de conjoncture permettent de disposer dans des délais très courts d'indicateurs pertinents sur l'évolution de l'économie et d'étudier les perspectives à court et à moyen terme. Leur objectif est de dégager des tendances conjoncturelles avant de connaître les résultats des enquêtes quantitatives. Elles constituent des sources d'information très précieuses pour effectuer des prévisions de croissance à court terme. Toutefois, compte tenu de leur marge d'imprécision, l'analyse conjoncturelle les mobilise parmi d'autres outils. Ces enquêtes ont connu un développement non négligeable au cours de ces dernières années et couvrent de nombreux domaines tels que l'industrie, les bâtiments et travaux publics, les ménages, les services marchands non financiers et le commerce de gros. L'interprétation des données issues de ces enquêtes est parfois délicate. Elle se fait à travers les soldes de réponses. Cette façon de procéder n'est cependant pas la seule. D'autres indicateurs synthétiques plus élaborés peuvent être aussi utilisés.

Le secteur informel : Quelle politique d'intégration ?

Les activités relevant du secteur informel occupent une place de plus en plus importante dans le tissu économique aussi bien au plan de la production que de l'emploi et des revenus. Selon la dernière enquête sur le secteur, les unités de production informelles réalisent un chiffre d'affaires moyen avoisinant 250 milliers de DH par unité et contribuent pour une part de 12,6 % dans la valeur ajoutée globale de l'économie nationale et de 37 % de l'emploi total. Le secteur informel recouvre cependant de multiples fragilités résultant de la faiblesse de la productivité, de la précarité de l'emploi et de l'absence de protection sociale. Ce secteur exerce en outre une concurrence forte qui affecte de façon plus ou moins prononcée les activités structurées de l'économie. La mise en œuvre d'une stratégie d'intégration de l'ensemble des activités informelles s'impose dans ces conditions afin d'atténuer les répercussions de ce type d'activité tant au plan économique que social. Cette stratégie devrait privilégier les actions de formation, d'assouplissement de la réglementation et d'allègement de la fiscalité.

**Pour toutes informations complémentaires, veuillez contacter le CMC au 05 22 39 50 72 à 75
Email: cmconjoncture@menara.ma – Site web:www.cmconjoncture.ma**